

NOUVELLE-ZÉLANDE

La croissance a jusqu'ici ralenti en 2010, principalement parce que l'endettement élevé et l'incertitude économique pèsent sur les ménages et les entreprises. Le séisme majeur survenu en septembre dernier a accentué l'atonie à court terme mais stimulera l'activité par la suite lorsque les opérations de reconstruction prendront de l'ampleur. La reprise deviendra autonome dès lors que les entreprises embaucheront et investiront pour répondre au redémarrage de la demande externe et interne.

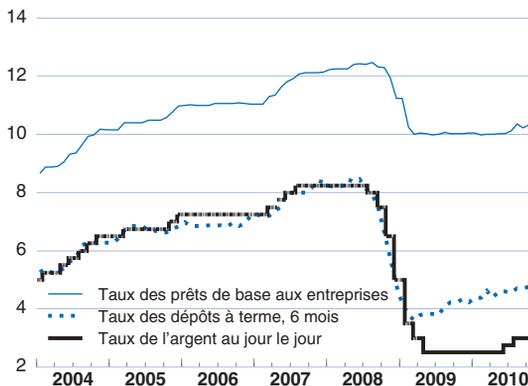
Les politiques monétaire et budgétaire stimulent toujours l'économie et il serait préférable qu'elles continuent de le faire jusque vers le milieu de 2011. Les réformes fiscales récentes contribueront à renforcer le redéploiement structurel, induit par l'assainissement des bilans, au détriment de la consommation et au profit de l'épargne et de l'investissement non résidentiel.

La reprise reste fragile...

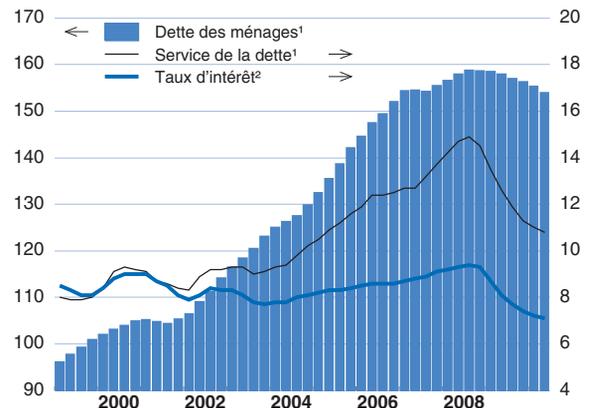
La reprise a paru s'enliser au premier semestre 2010, principalement à cause de l'atonie de la consommation privée résultant du niveau encore élevé de la dette et du chômage (tout récemment mesuré à 6.4 %) et du tassement des marchés du logement. Dans ce contexte, l'investissement des entreprises a commencé de se redresser à partir de niveaux extrêmement bas à la fin de 2009, encore que la confiance des entreprises se soit ensuite effritée. L'investissement en logements a vivement augmenté après une croissance discrète consécutive à une longue période de contraction, mais le nombre de permis de construire est en diminution. En dépit d'une érosion de la compétitivité, les exportations ont étayé la croissance, grâce à une demande robuste sur les deux principaux marchés d'exportations de la Nouvelle-Zélande : l'Australie et la Chine. Cependant, cette demande a été comblée pour l'essentiel par un déstockage et non par un accroissement de la production. La balance des opérations

Nouvelle-Zélande

Les marges des taux d'intérêt se sont élargies



La dette des ménages a culminé



1. En pourcentage du revenu disponible.

2. Taux d'intérêt moyen pondéré de la dette totale des ménages.

Source : Statistics New Zealand; Reserve Bank of New Zealand.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932353393>

Nouvelle-Zélande : Demande, production et prix

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de NZD	Pourcentage de variation, en volume (prix de 1995/1996)				
Consommation privée	104.6	-0.4	-0.6	1.7	2.0	2.2
Consommation publique	33.1	5.0	1.4	2.9	0.6	0.5
Formation brute de capital fixe	41.4	-3.5	-12.0	4.1	11.6	7.0
Demande intérieure finale	179.0	-0.1	-2.7	2.4	3.6	2.9
Variation des stocks ¹	0.0	0.0	-0.6	0.2	0.2	0.0
Demande intérieure totale	180.0	0.4	-5.1	2.9	3.6	2.9
Exportations de biens et services	49.8	-1.1	0.4	3.4	4.0	6.0
Importations de biens et services	51.9	2.3	-14.8	7.2	7.7	7.4
Exportations nettes ¹	- 2.1	-1.0	5.0	-1.0	-0.9	-0.3
PIB (dans l'optique de la dépense aux prix du marché)	178.0	-0.5	-0.4	2.2	2.7	2.5
Déflateur du PIB	—	3.6	1.6	3.0	4.3	2.1
<i>Pour mémoire</i>						
PIB (dans l'optique du produit)	—	-0.2	-1.7	1.7	2.6	2.5
Indice des prix à la consommation	—	4.0	2.1	2.4	4.3	2.3
IPC sous-jacent ²	—	2.0	2.2	2.0	3.8	2.3
Déflateur de la consommation privée	—	3.6	2.5	2.0	3.9	1.8
Taux de chômage	—	4.2	6.2	6.5	5.9	5.3
Solde des administrations publiques ³	—	0.4	-3.7	-5.3	-4.5	-3.4
Balance des opérations courantes ³	—	-8.8	-2.9	-3.2	-5.3	-6.0

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.
2. Indice global hors alimentation et énergie.
3. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932355141>

courantes s'est améliorée à la faveur d'une demande externe plus vigoureuse que la demande interne et de gains sur les termes de l'échange liés aux prix élevés des produits laitiers et à l'appréciation de la monnaie.

... compte tenu de l'ajustement des bilans

Un processus d'assainissement des finances publiques est en cours à la suite de la crise mondiale. La baisse des prix des logements et le régime fiscal moins favorable de l'immobilier de placement ont réduit l'appétence des ménages pour l'endettement hypothécaire. Faisant preuve de prudence comme leurs banques créancières, les agriculteurs remboursent leurs dettes au lieu d'accroître leurs dépenses. Les emprunts des entreprises diminuent à un rythme annuel de 7 %. Le coût du crédit a baissé beaucoup moins que les taux directeurs, en raison d'une aversion accrue pour le risque et d'un durcissement du régime de financement des banques sur le marché de gros, tandis que les taux créditeurs ont même augmenté quelque peu, contribuant ainsi à creuser l'écart entre les taux directeurs et les taux sur le marché des opérations de détail.

Le séisme aura d'importantes répercussions

En septembre, un séisme dévastateur a frappé Christchurch, deuxième plus grande ville du pays. Les dommages occasionnés aux habitations, aux capacités des entreprises (bâtiments principalement) et aux infrastructures locales (réseaux d'adduction d'eau et d'assainissement) sont estimés à quelque 2 % du PIB. Ce séisme a perturbé l'activité économique au troisième trimestre, mais il aura par la suite un effet stimulant, lorsque la reconstruction s'engagera. La destruction du stock de capital et la pression sur les ressources résultant de la reconstruction pourraient toutefois entraîner une recrudescence de l'inflation à court terme. Les entreprises risquent de devoir acquitter des primes d'assurance plus élevées, et l'assureur public des ménages (Earthquake Commission) devra être recapitalisé après avoir cédé des actifs pour couvrir les pertes actuelles.

Le durcissement monétaire a été différé,...

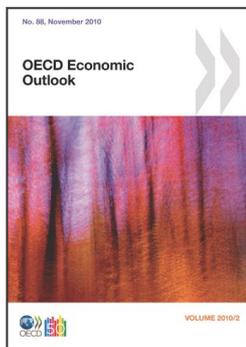
Après avoir relevé son taux directeur de 25 points de base en juin et en juillet, lors de ses examens de septembre et octobre la Banque de réserve a décidé de marquer une pause, mentionnant à cet égard des données économiques plus défavorables et l'incertitude accrue liée aux évolutions mondiales. L'inflation s'est maintenue près ou au-dessous du point médian de la fourchette cible de 1-3 % de la banque centrale, mais elle s'accélérera fin 2010 sous l'effet de mesures de politique économique, notamment un relèvement de 12.5 à 15 % du taux de la taxe sur les biens et services. Une réduction simultanée des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques devrait stimuler les revenus disponibles et amortir ainsi une éventuelle réaction des salaires, qui sont en outre affectés par l'atonie du marché du travail. Conformément à son mandat, la banque centrale a indiqué qu'elle fera abstraction des accélérations temporaires de l'inflation dues aux augmentations ponctuelles d'impôts et aux catastrophes naturelles. Les prévisions impliquent que le resserrement de la politique monétaire reprendrait seulement à la mi-2011.

... de même que l'assainissement budgétaire

À en juger par le budget de mai 2010, la politique budgétaire restera expansionniste en 2010, deviendra à peu près neutre en 2011 puis se durcira à raison de quelque 1.5 % de PIB en 2012. Cet assainissement se fera par compression des dépenses. La « dotation de fonctionnement » pour les nouvelles dépenses courantes discrétionnaires est fixée à 1.1 milliard NZD par an à moyen terme (soit une progression qui ne représente que 60 % de la croissance du PIB), mais compte tenu de l'exclusion des prestations, pensions et coûts de financement la hausse cumulée des dépenses atteint à peu près le double de ce chiffre. La prévision suppose que les programmes budgétaires du gouvernement seront réalisés et ramèneront le déficit à 3.4 % du PIB en 2012, au-dessous de son niveau de 2009. La reconstruction des infrastructures publiques endommagées par le séisme coûtera apparemment moins que le montant de 1 milliard NZD estimé initialement, et devait donc être pour l'essentiel financée sur les budgets existants.

Les perspectives de croissance sont médiocres

Bien que les mesures de relance budgétaires soient en passe d'être levées, la reconstruction devrait stimuler le PIB au cours des 12 prochains mois environ. La consommation privée devrait aussi être favorisée par la Coupe de monde de rugby en 2011, mais elle se modérera par la suite, en dépit du retour des créations d'emplois et de l'optimisme, car le désendettement se poursuit. La confiance des entreprises semble sur le point de se redresser, et l'investissement devrait rebondir car la réduction du sous-emploi sur le marché du travail accroîtra le coût marginal de la substitution de travail au capital. La dissipation des effets négatifs de l'appréciation du taux de change devrait favoriser la croissance des exportations, tandis que l'expansion des marchés se modérera. Un risque pourrait émaner de possibles revendications salariales par suite de la poussée temporaire de l'inflation, ce qui obligerait la Banque de réserve à durcir plus rapidement son orientation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Nouvelle-Zélande », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-28-fr

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.